

UNE COMMUNE DE LA BANLIEUE SUD PARISIENNE, FONTENAY-AUX-ROSES

Alain Rajot

Correspondant de l'IHTP pour le département des Hauts-de-Seine

L'étude de la banlieue sud de Paris a été circonscrite à des communes de la partie de l'ancien département de la Seine intégrée aujourd'hui dans la partie méridionale des Hauts-de-Seine, soit spécifiquement Fontenay-aux-Roses - avec un élargissement vers sa voisine, Sceaux. Ces communes présentent alors à la fois des points communs et des nuances sur les plans géographiques, sociologiques et politiques qui permettent d'envisager des évolutions différenciées. A la sortie de la guerre, toutes deux sont situées dans un espace qu'on qualifierait aujourd'hui de périurbain : une dizaine de kilomètres du centre de Paris, cinq de ses portes ; il s'agit de petites villes par la population, le bourg villageois initial s'étant étalé depuis le XIX^e siècle le long des axes principaux de communication et complété de villas, tandis que le terroir environnant est resté encore agricole, maraîcher essentiellement. La seconde moitié du XX^e siècle, en particulier les années 1950-1970, voit l'achèvement de leur urbanisation, qui induit bien entendu une profonde transformation sociologique. Mais les choix opérés par les municipalités, liés aux appartenances politiques (et les évolutions de celles-ci), tenant aussi compte des variantes initiales du projet urbain, débouchent sur une restructuration à la fois paysagère et sociale différente. Si Fontenay et Sceaux sont tenues au début de la période par des maires SFIO (Maurice Dolivet à Fontenay, Edouard Depreux à Sceaux qui participa dès 1958 à la fondation du PSA puis du PSU) et glissent vers le centre-droit (Dolivet rompra aussi avec la SFIO, le chrétien-démocrate Erwin Guldner succède à Depreux entre 1959 et 1983), Sceaux est plus avancée dans son urbanisation par la présence ancienne du domaine de Colbert, puis d'une sous-préfecture au XIX^e siècle et gardera une sociologie plus huppée, appuyant le maintien d'une municipalité à droite, quand Fontenay bascule alors dans une urbanisation frénétique qui lui apportera essentiellement des classes moyennes – et une nouvelle oscillation politique après la période étudiée, le PS prenant la ville en 1994, pour 20 ans.

La question culturelle vient donc s'inscrire dans ce contexte de transformation et d'étalement urbain parisien accéléré dans l'après-guerre. Quels sont les acteurs qui prennent en charge la vie culturelle locale, peut-on y distinguer des élites au même titre que dans les grandes villes françaises ? Un second questionnement, plus lié à l'étude générale couvrant le territoire national, vient se greffer ici : comment cette banlieue, dans l'ombre de Paris où se construisent et se chevauchent les politiques culturelles, perçoit-elle celles-ci, quelles influences ont-elles pu avoir sur la vie culturelle locale ?

Le cadre historique : l'urbanisation de la banlieue

À la sortie de la guerre, Fontenay-aux-Roses ne compte qu'environ 7 000 habitants. Le maire élu à la Libération démissionne en 1946 et est remplacé par un fonctionnaire du ministère des PTT, issu de l'exode rural breton, Maurice Dolivet, dont l'épouse enseigne dans une des écoles maternelles de la commune avant d'en devenir la directrice. Membre de la SFIO, M. Dolivet dirige une équipe municipale d'union, typique d'une commune marquée par la ruralité mais dont le ciment par la suite est l'opposition aux communistes. Il restera maire jusqu'en 1977, lui succédant alors pour deux mandats son adjoint Jean Fournier, agrégé de grammaire. Entre-temps, M. Dolivet a démissionné (en 1971) de la SFIO, en désaccord avec la logique de Programme commun et s'est rapproché de la majorité départementale – il siège d'ailleurs au Conseil général pour un mandat. Il est le grand artisan de l'urbanisation de sa commune qu'il présente avec fierté dans ses tribunes du bulletin municipal¹, insistant en particulier sur l'évolution démographique de Fontenay : de 7 000 habitants la commune passe à 25 000 au milieu des années 1960 et le maire se fixe comme objectif 30 000, concédant aux principaux bailleurs sociaux les terrains agricoles périphériques. Au tournant des années 1950 et 1960, les grands ensembles sortent de terre, la voirie se densifie. Il faut accompagner l'arrivée de ces nombreuses classes moyennes qui dorment à Fontenay mais travaillent à Paris, d'autant que, constitués de jeunes couples, les ménages ont rapidement des enfants et que nous sommes en pleine période de baby-boom. Le souci prioritaire de la municipalité – on le comprendra en se rappelant aussi le métier de Madame l'épouse du maire - est donc la construction d'écoles - l'étalement des chiffres démographiques est souvent doublé dans les colonnes municipales des chiffres scolaires - et le développement des loisirs.

Depuis 1946 la municipalité s'est dotée d'un Comité des fêtes, auquel on accole vite les sports, puis ponctuellement apparaît après 1965 le terme « affaires culturelles ». Jusque-là, celles-ci sont concrètement limitées à une fête communale d'été incluant le 14 juillet. On construit donc surtout des stades et des gymnases, on organise des bals populaires et on monte une fanfare municipale :

Nous voulons que les cinq ou six mille jeunes gens et jeunes filles, de 14 à 20 ans, que nous compterons en 1965, aient autre chose comme distraction que la salle de café ou la salle de cinéma².

Solution de la municipalité : construction du stade du Panorama. Même si la mairie décide la construction d'une salle des fêtes de large jauge (600 places en 1966) pour se mettre au niveau de la croissance démographique, la culture n'est pas la priorité de la municipalité. Le premier maire-adjoint à avoir l'étiquette des affaires culturelles n'apparaît qu'aux élections de 1965, mais ces affaires sont mêlées à bien d'autres attributions et celui qui n'est que le 5^e adjoint, Claude Vitre, a surtout marqué la ville par son implication dans le développement du jumelage. Fin 1974 encore, dans son bilan annuel,

¹ Le journal municipal de Fontenay-aux-Roses sera noté BM dans la suite de l'article.

² Éditorial du maire de Fontenay-aux-Roses, *BM* n° 5, 4^e trimestre 1960, p. 3.

le maire place la culture en cinquième et dernière position de son propos dans le bulletin municipal, commençant par ailleurs par les réalisations architecturales et voyant d'abord dans cette question la gestion matérielle des équipements (près de 6 % du budget de la commune)³.

Fontenay présente pourtant des dispositions intéressantes : de nombreux artistes et intellectuels y vivent. Mais la commune revêt pour eux essentiellement la fonction de villégiature, qui avait déjà attiré les élites depuis le XIXe siècle – voire avant : si à la fin du XVIIe siècle Colbert avait son domaine à Sceaux, Denis Thierry, l'éditeur de La Fontaine, avait un petit château à Fontenay, le château La Boissière, et Scarron, une résidence avec son épouse Madame de Maintenon. Ainsi, dans l'entre-deux-guerres, Pierre Bonnard peint inlassablement sa femme, enfermé dans sa maison de Fontenay et pour le début de notre période, les habitants croisent ce drôle d'hurluberlu aux chats qu'est Paul Léautaud quand il descend en ville faire ses courses. Yves Klein qui vit un temps à Fontenay y « saute dans le vide » en octobre 1960. Plus tard, le journaliste de France Culture et critique d'art spécialiste de la peinture, Pierre Descargues, réunit régulièrement des intellectuels de renom pour tenir salon en sa demeure - mais on ne fait que venir et repartir. Ces élites culturelles d'envergure nationale ne sont donc que des concitoyens parmi d'autres et ne se mueront pas en élites culturelles locales.



Figure 1. Vue de Fontenay-aux-Roses dans les années 1950 © D.R

De même, l'événement culturel majeur de la vie fontenaisienne ressemble à une greffe extérieure qui n'anime la commune que le temps d'une journée. Chaque année au mois de juin se tient la fête des Rosati. Fondée à Arras en 1778 pour honorer les savants et artistes du nord de la France (Rosati est l'anagramme d'Artois ; Robespierre fut honoré par la confrérie et ensuite un de ses membres), la société disparaît au cours du XIXe siècle pour renaître de ses cendres en 1892 dans la région parisienne, à l'initiative d'originaires des départements septentrionaux. Le comité décide d'organiser

³ BM n° 59, décembre 1974, p. 2.

chaque année une fête où il distinguera comme par le passé un compatriote pour son apport à la culture (Alain Decaux sera ainsi récompensé en 1978). Cette fête, par association entre le nom des Rosati et de Fontenay-aux-Roses, ainsi que la présence de la demeure de l'éditeur de La Fontaine, se déroulera dans le charmant bourg du sud parisien. Et ainsi débarque chaque année à la petite gare de Fontenay, pour un moment festif et convivial, la joyeuse troupe des Nordistes défilant jusqu'au centre, accueillie par l'édile local ouvrant un banquet dans le parc de la ville où La Fontaine est honoré. La fête de 1951 eut une ampleur particulière pour son cinquantenaire puisque le Président de la République en personne se déplaça à Fontenay. Pour autant si la population voit passer ce joyeux cortège, elle ne semble pas particulièrement concernée et impliquée – la commission des fêtes note en juin 1957 : « En ce qui concerne la fête des Rosati, il est convenu de n'adresser que quelques invitations cette année en raison de l'indifférence de la population⁴ ». La ville voisine de Sceaux connaît le même type d'événement culturel : partant de la présence de l'écrivain occitan Florian qui y est mort à la fin du XVIII^e siècle, Sceaux organise chaque année à la même époque une Fête des Félibres.

Enfin, la commune de Fontenay-aux-Roses accueille les bâtiments de l'Ecole normale (sur les terrains de l'ancien domaine de Madame Tallien) formant les jeunes filles à leur futur métier d'enseignement. Mais, là aussi, Fontenay n'est qu'un cadre, voire un décor. Les jeunes filles étudient et dorment à Fontenay, leurs sorties sont réservées à rejoindre Paris. À plusieurs reprises, Maurice Dolivet enjointra les Fontenaisiens cultivés à venir remplir la salle des spectacles trop souvent à moitié vide malgré la diversité mais aussi, justement, la qualité parfois de la programmation⁵.

Le développement d'une vie culturelle locale et des structures qui permettent de l'animer sera donc l'initiative des habitants eux-mêmes, comblant ainsi les lacunes d'une municipalité qui perçoit d'abord et essentiellement la culture par le prisme du loisir mais ne s'opposera pas aux projets soumis, y voyant un complément utile quand elle s'investit sur d'autres dossiers. Son soutien financier s'accompagnera bien évidemment de sa présence administrative. Cette étape suit directement l'urbanisation, essentiellement donc dans les deux décennies 1960 et 1970. Deux structures se créent ainsi : la Maison Européenne des Jeunes et de la Culture (dans le courant général des « maisons des jeunes » initié par André Malraux) rebaptisé rapidement Centre Culturel de la Jeunesse et des Loisirs (CCJL) et le Conservatoire.

Des initiatives locales portées par les habitants : les MJC

Sous la demande diffuse des jeunes Fontenaisiens, la MEJC (puis CCJL à partir de l'automne 1968) est créée et installée au château La Boissière à l'été 1965 par la municipalité, représentée dans le conseil d'administration et qui choisit une affiliation de la structure non vers la fédération nationale des

⁴ Archives de la commission des Fêtes de Fontenay-aux-Roses, réunion du 27 juin 1957, p. 78 [en ligne] URL : <http://www.fontenay-aux-roses.fr/decouvrir-la-ville/histoire-et-patrimoine/bases-de-donnees.htm>

⁵ Article « Intellectuels, aidez-nous ! », *BM* n° 29, mars 1967, p. 3.

MJC mais vers la Fédération Léo Lagrange, choix que, dans un article du journal municipal, défend et explique Claude Vitre (bien que lors de la réunion de la commission municipale des fêtes du 21 juin 1965 il eut quelques réticences, la fédération des MJC ayant l'avantage pour lui de disposer de davantage de fonds gouvernementaux et la Fédération Léo Lagrange étant « plus marquée politiquement »).

Si le premier directeur par ailleurs enseignant, Jean-Luc Couly, semble surtout présider à l'organisation de la jeune structure, le deuxième, Daniel Connangle revendique et affiche une démarche qui s'inscrit clairement dans le courant de l'éducation populaire. Quand le premier écrit dans le journal municipal en présentant ce qui est encore la MEJC qu'il s'agit de :

Procurer aux jeunes et aux adultes de la commune des possibilités culturelles leur permettant d'occuper leurs loisirs, de développer leur personnalité et leur sens de la vie en commun ; favoriser par des rencontres et des échanges le rapprochement de tous dans un esprit de compréhension réciproque et d'amitié fraternelle⁶,

Le second affirme :

Il est hors de question pour nous de nous transformer en diffuseur d'une culture traditionnelle. Nous devons beaucoup plus tendre à favoriser l'esprit créateur et critique, développer le sens de l'analyse et de l'observation. Dans ce domaine, aussi, nous risquons en permanence de rentrer dans le jeu de la consommation à travers le spectacle ou le cinéma notamment⁷.

Le CCJL, qui dépasse les 1000 adhérents au début des années 1970, offre cependant des cours très classiques (danse, théâtre, photo, poterie, etc.) même si le ciné-club présente une programmation très cinéphile (Eisenstein, Kurosawa, Buñuel, Fellini, Bergman, Cocteau, Huston, etc.)⁸ et n'hésite pas à aller visiter aussi le cinéma de l'autre côté du rideau de fer. Le CCJL est le cadre d'une des rares implications d'un artiste d'envergure nationale pour ne pas dire internationale résidant dans la commune, le sculpteur René Letourneur. Issu d'une famille d'artisans normands par son père, qui possédait une usine de machines à bois, et par sa mère d'une famille d'intellectuels dotés d'un certain patrimoine (des tableaux de la Renaissance notamment), René Letourneur suit après le lycée Charlemagne les cours de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. Grand Prix de Rome en 1926, il est l'auteur avec son ami Jacques Zwobada d'une monumentale statue à Bolivar à Quito. Tous deux s'installent à Fontenay-aux-Roses où ils trouvent à acquérir un terrain pour y construire leur atelier et leurs demeures. Après la guerre, il vit en partie de la commande publique – une seule fois, lors de la construction d'une des écoles fontenaisiennes, la municipalité fait appel à lui dans le cadre du 1% culturel pour orner l'entrée de ladite école d'une sculpture, représentant une mère et son enfant. René Letourneur accepte de donner au CCJL des cours

⁶ BM n° 31, novembre 1967, p. 9.

⁷ BM n° 51, décembre 1972, p. 26.

⁸ Le bulletin municipal offre régulièrement quelques pages au CCJL pour présenter ses activités.

de dessin et de sculpture, au tarif syndical. De cet engagement qui devait courir sur la décennie des années 1970 en la débordant, de ce qui aurait pu paraître une « perte de temps », il disait peu ou prou : « les gens font des choses touchantes, qui méritent qu'on s'y intéresse⁹ ». Un parallèle intéressant peut être établi entre le CCJL de Fontenay et la MJC de Sceaux. Cette dernière résulte d'une initiative de jeunes de la commune et de sa voisine Bourg-la-Reine. Le groupe semble avoir un noyau issu du scoutisme. Il voit dans la structure une nécessité dans une époque et un âge où on cherche à s'occuper – les virées à Paris ne peuvent se répéter quotidiennement... Il faut donc avoir des locaux et s'organiser ; la multiplication des MJC dans la banlieue parisienne incite à se lancer. Soutenue par des conseillers municipaux (Roger Jechoux et Pierre Monceaux) qui obtiennent de la mairie la mise à disposition d'une partie d'une vieille demeure du XVIII^e siècle, la propriété Degas, l'initiative s'appuie sur une structure déjà existante, la chorale *La Villanelle*, créée en 1957 et affiliée au réseau des chorales *À cœur joie* - réseau à ses origines fortement lié au scoutisme (Scouts de France). Le premier président et directeur – bénévole - de la Maison des Jeunes est le chef de cette chorale, Alain Chouvet, et nombreux sont les membres de ladite chorale à participer à la fondation de la maison. Dès l'année suivante, elle se convertit en MJC et adhère à la fédération nationale des MJC – après la scission de Sochaux en 1969, elle participera à l'aventure de la fédération régionale des MJC¹⁰.

Plus tôt qu'à Fontenay, la Maison qui a elle aussi une dimension assez occupationnelle à ses débuts devient un espace d'éducation populaire, notamment avec l'arrivée de directeurs professionnels comme Gilles Niort (engagé à la CFDT, issu au départ du syndicalisme paysan auquel il retournera après cette expérience) ou Jean-Claude Roche, ancien éducateur spécialisé auprès du ministère de la Justice, qui dirige la maison de 1969 à 1979 après un passage aux MJC de Chelles puis de Fresnes. G. Niort résume ainsi sa vision de son rôle de directeur :

Le directeur est avant tout un éducateur, mis à la disposition d'une association d'éducation populaire et permanente qui s'adresse à toutes les catégories socioprofessionnelles, et à tous les âges des habitants. Cette association est chargée de répondre à la demande de toute la population de Sceaux dans les domaines les plus variés, le loisir, l'animation culturelle, sociale, sportive. Ses actions nécessitent la collaboration active de ses membres, des autres éducateurs de la Municipalité, des pouvoirs publics et des autres associations¹¹.

Si Roger Jechoux préside l'association après Alain Chouvet, ce sont ensuite des jeunes, moteurs du projet initial, qui lui succèdent : Jacques Sergent puis Bruno Philippe (de 1968 à 1980) quand d'autres jeunes prennent les postes de vice-président, secrétaire ou trésorier comme Françoise et Patrick David -

⁹ Entretien avec Isabelle et Jean Letourneur, veuve et fils de René Letourneur du 2 février 2015 et biographie par Restany P., *René Letourneur*, Paris, Éditions Cercle d'Art, 2009.

¹⁰ Les informations concernant la création de la MJC de Sceaux sont tirées essentiellement des entretiens menés avec Pierre et Françoise David le 26 janvier 2016 ; avec Bruno Philippe le 12 février 2016 ; avec Chantal Brault le 5 avril 2016 ainsi que de la brochure *50 ans de l'Animathèque MJC de Sceaux*, 2010.

¹¹ *50 ans de l'Animathèque MJC de Sceaux*, op.cit., 2010, p. 11.

ce dernier ira en 1967 fonder une MJC à Bourg-la-Reine, le CAEL (Centre Animation Expression & Loisirs). Les parcours de Bruno Philippe et Patrick David, nés tous deux en 1943, ont des similitudes. Leur mère est au foyer, le père du premier – qu'il classe plutôt franchement à droite sans plus de précision - est un des fondateurs, en tant que représentant des mouvements scouts, de la chaîne de magasins La Hutte, le père du second est architecte, proche du MRP, et, né en 1894, a fait la Première Guerre mondiale. Leur point commun, dans le contexte de familles ancrées dans le catholicisme, est le scoutisme. Si Bruno Philippe suit sans souci, notamment à l'Ecole alsacienne, ses études secondaires jusqu'au bac, il préfère rentrer dans la vie professionnelle et poursuit sa formation aux cours du soir du CNAM, en droit du travail. Patrick David a un parcours plus chaotique et passant par la voie professionnelle, l'école Bréguet, qui lui permet de poser sur son extraction bourgeoise classique une ouverture vers le monde ouvrier. Il obtient des CAP (dessin industriel et tourneur) avant de réussir à passer son baccalauréat en deux temps. Finalement, après une rencontre dans une colonie de vacances qu'il anime, il s'inscrit en faculté de pharmacie¹².

Le couple directeur-président, comme dans de nombreuses, MJC pose toujours la question de l'influence réelle de l'un ou de l'autre. Une autre personnalité qui a marqué l'histoire de la MJC est l'une de ses présidentes, Chantal Brault, à sa tête de 1985 à 1995. Elle est fille d'un officier de l'armée française, mort en Indochine ; sa mère infirmière de formation plonge ses quatre enfants dans un bain culturel (expositions, concerts, musées, théâtre...) et la pousse à faire des études. Après le lycée de jeunes de filles de la rue Martenot à Rennes (aujourd'hui Anne de Bretagne) elle s'inscrit à la faculté de lettres de la même ville. Mais elle se marie à un jeune officier de Coëtquidan et le suit dans ses diverses garnisons pour finir par s'installer à Antony quand son mari bifurque pour préparer un diplôme d'ingénieur. C'est par la politique qu'elle arrive au culturel. Plutôt baignée dans une ambiance démocrate-chrétienne à Rennes, d'une famille peu portée au gaullisme, elle se rapproche des centristes des Hauts-de-Seine mais s'engage à Sceaux, une partie des activités familiales y ayant lieu ; le maire UDF-CDS Pierre Ringenbach (depuis 1983) lui propose la présidence de la MJC. Elle souhaite réorienter la structure, solide et jusque-là vouée à l'éducation populaire, vers un espace valorisant plus la culture et la jeune création (graphique, musicale) en cherchant un personnel plus qualifié sur le plan artistique, ce que la Fédération régionale des MJC peut difficilement lui offrir¹³.

Des initiatives locales portées par les habitants : l'exemple du Conservatoire

Revenons à Fontenay. La création du Conservatoire en 1971 est l'initiative d'une habitante de Fontenay, Catherine Gonin, lassée de devoir se déplacer jusqu'à Montrouge, son ancienne commune, pour continuer d'y suivre ses cours. Elle entraîne avec elle un des professeurs - et gendre de ses anciens voisins -, Alain Abbott, lui aussi Grand Prix de Rome, accordéoniste, compositeur contemporain

¹² Entretiens avec Bruno Philippe et Pierre et Françoise David.

¹³ Entretien avec Chantal Brault.

reconnu et, ensemble, créent une structure au départ associative, donc privée, même si subventionnée par la mairie. Il faudra attendre 1985 pour que la demande de reconnaissance et donc de transformation en Ecole municipale de musique et de danse aboutisse auprès du ministère de la Culture. Catherine Gonin est née en 1953 à Paris. La famille de son père est bretonne voire bretonnante, terrienne et elle la classe dans la tendance « rocardienne », liée au PSU. Du côté paternel, le grand-père marin, docker puis ouvrier, gréviste en 1936, devient gaulliste, tendance sociale, après 1945. Issus plutôt d'une condition modeste, paysanne et ouvrière, ses parents incarnent l'évolution sociale et la tertiarisation de la société française d'après-guerre : son père est directeur financier chez Philips, sa mère employée d'une agence bancaire à Montrouge où demeure le foyer jusqu'au déménagement à Fontenay lorsqu'elle a 15 ans. La culture n'a pas une place particulière dans le foyer, on lit aussi bien *Le Monde* que *France Soir* et surtout *l'Equipe*. Pas de télévision jusqu'en 1968, sa mère un peu plus ouverte sur les questions intellectuelles dispose d'une petite bibliothèque, basique, dans laquelle elle puise des lectures. Elle suit des cours de danse classique dans un cours privé à Paris et contemporaine à la maison de la culture de Montrouge, et, après son bac A au lycée Descartes d'Antony, et contre l'espoir de ses parents de la voir devenir professeur de lettres ou de philosophie, elle s'inscrit à l'École Supérieure d'Études Chorégraphiques, école d'avant-garde et financée par le mécénat mais qui délivre un diplôme reconnu par l'Etat, ce qui lui permet d'ouvrir en 1974 le cours de danse du conservatoire où elle enseigne pendant quatre décennies dans une pédagogie qui laisse la part libre aux envies des enfants alliée à l'exigence et la rigueur indispensables à la danse¹⁴.

Jean-Louis Charbonnier est un des professeurs qui rejoint très vite l'équipe et marque l'histoire du conservatoire (il n'a pris sa retraite que récemment, à l'été 2016). Né en 1951, il est issu d'une famille bourgeoise, intellectuelle, gaulliste et catholique – qui n'a pas apprécié Vatican II et le passage de la messe en français ; JL Charbonnier a été scout par ailleurs. Sa mère est au foyer et s'occupe des huit enfants, son père, agrégé d'anglais, enseigne au lycée Berthelot de Saint-Maur-des-Fossés et aussi à la Sorbonne ; mélomane, autodidacte, il envoie tous ses enfants suivre les cours du conservatoire de Saint-Maur (sa sœur Françoise rejoindra d'ailleurs l'équipe du conservatoire de Fontenay). Jean-Louis Charbonnier entre en faculté de droit après son baccalauréat, mais bifurque immédiatement vers la faculté de musique de Vincennes et rejoint un ensemble de musique ancienne : à 19 ans, lors de recherches à la BNF, il découvre des partitions qui révolutionnent son parcours, un « choc culturel », son « trésor ». Il est en effet le redécouvreur et le promoteur de la musique de Marin Marais, dont il enregistre l'œuvre intégrale et qui lui vaudra de participer en 1992 au tournage du film *Tous les matins du monde*. Il ouvre à Fontenay la première classe de viole de gambe de France, d'abord destinée aux adultes puis aux enfants. Se plaçant politiquement plutôt à gauche par ses rencontres, son mariage (une fille de communiste) mais aussi probablement l'esprit pédagogique qui règne au conservatoire, il s'inscrit dans une logique de découverte et d'ouverture culturelle plutôt que de sélection drastique, laissant

¹⁴ Entretien avec Catherine Gonin du 26 janvier 2016.

l'enfant avancer, choisir. Son discours rejoint là celui de Catherine Gonin, montrant une certaine distance avec l'élitisme qui marque en général l'univers des conservatoires, sans renier pour autant l'exigence et la rigueur ni les racines patrimoniales de la danse et de la musique¹⁵.

Une municipalité plus impliquée ?

Un autre projet d'envergure à plusieurs égards naît à Fontenay à la fin des années 1970, symbolisant aussi le changement de maire. À l'urbaniste fonctionnaire des PTT Maurice Dolivet succède son ami agrégé et cultivé Jean Fournier. En 1978, se crée le Collège Universitaire Fontenaisien (CUF), à la fois inspiré des Universités du Troisième Âge et s'en démarquant puisque ne s'appuyant pas sur la présence d'une université – ni même de l'École normale¹⁶. Le CUF se développera vite sur les communes voisines de Sceaux et de Bourg-la-Reine, organisant des conférences sur des thèmes d'une très grande diversité et fondées sur un principe incontournable : l'orateur doit être un universitaire ou assimilé et spécialiste de la question. Il s'agit donc de déplacer des intervenants de très grande qualité, parfois de renom – André Kaspi viendra plusieurs fois, ainsi que Léopold Sedar Senghor. Les deux premiers présidents du collège, Henri Kerst (par ailleurs conseiller municipal et président de l'association des Bretons de Fontenay) puis Henry Appia (par ailleurs aussi pasteur protestant), sont deux agrégés retraités, anciens enseignants de la Sorbonne en civilisation anglaise et amis du nouveau maire. Selon Pénélope Spielmann, le parcours de ces fondateurs induit aussi leurs intentions : à travers le CUF, il s'agit de défendre une certaine idée de l'université parisienne, bousculée par les événements de Mai 68 et son éclatement en de multiples centres. Bien entendu, l'objectif n'est pas de créer une université concurrente mais au moins un cadre qui permette de préserver et prolonger une tradition. Les saisons du CUF s'ouvrent d'ailleurs systématiquement par une cérémonie solennelle, avec toges. Comme le mouvement des UTA, le CUF s'inscrit dans une logique malrucienne de démocratisation de la culture, celle-ci entendue dans un sens classique ; elle s'inscrit au mieux dans une réflexion sur l'éducation permanente du citoyen, éloignée de l'idée de démocratisation culturelle plus portée par l'éducation populaire ou un Jack Lang.

Si la municipalité soutient ces structures, en particulier le CUF, elle sera toutefois impliquée directement dans un projet culturel important d'un point de vue local. A partir des années 1960, elle s'attache à développer la bibliothèque municipale. Au départ simple local ouvert deux soirs par semaine dans la mairie sous la gestion du Secrétaire général, M. Genetêt, et des employés communaux, la municipalité décide en 1966 son installation dans le château La Boissière - justement où se trouve aussi le CCJL, ce qui limitera ses possibilités d'expansion. Aussi elle recrute en 1970 Catherine Pagès pour réorganiser la bibliothèque, en étoffer le fond et permettre un accès plus large en termes d'horaires et

¹⁵ Entretien avec Jean-Louis Charbonnier du 25 janvier 2016.

¹⁶ Concernant le CUF, se référer au mémoire de master 1 de Spielmann Pénélope, *Une tentative de démocratisation de la culture : le Collège universitaire fontenaisien (1978-1998)*, sous la direction de J.-F. Chanet, Lille, Université Lille III, 2008.

d'offre de prêt¹⁷. Mme Pagès est fille d'agents du service public dans le domaine social (assistante sociale et cadre hospitalier), qu'elle décrit comme grands lecteurs, sa mère de littérature et d'histoire, son père de la presse, ce dernier ayant une fibre artistique et s'adonnant aussi en amateur aux arts plastiques. Après avoir entamé des études de lettres modernes à l'université, elle passe à 20 ans, en 1970, un diplôme à l'École de bibliothécaires-documentalistes de la rue d'Assas et un Certificat d'aptitude aux fonctions de bibliothécaire. Elle voit dans la culture surtout un acte de transmission nécessitant pour chaque acteur culturel d'approfondir et enrichir ses connaissances. On rejoint là la vision du CUF et ce n'est pas un hasard si déjà en 1974, le conseiller municipal qui présente la Bibliothèque dans les colonnes du Bulletin municipal est... Henri Kerst :

Le fonctionnement d'une bibliothèque est un service municipal démocratique qui met à la portée de tous la dispensation d'un précieux enrichissement spirituel et la possibilité de meubler agréablement les rares loisirs que nous laisse la vie moderne. [...] la disette intellectuelle est plus dangereuse encore qu'une crise des ressources énergétiques pour la survie d'un pays¹⁸.

Perception des politiques culturelles

L'expérience des MJC de l'ère Malraux tant à Fontenay qu'à Sceaux s'inscrit résolument, en tout cas au départ, dans la lignée du mouvement d'éducation populaire, cherchant à émanciper ses membres tant de cette culture classique que de l'ère du consumérisme culturel (à la MJC de Sceaux, les jeunes refusent l'installation d'un poste de télévision gagné dans un concours radiophonique, pour « ne pas retrouver ce qu'ils fuyaient »). Mais globalement, une conception assez classique de la culture et de sa nécessaire diffusion semble montrer une permanence de l'influence de la pensée de Malraux : Catherine Gonin et Jean-Louis Charbonnier éléments structurants parmi les premiers professeurs du conservatoire parlent tous deux d'un patrimoine à préserver, l'une pour la danse classique, l'autre comme redécouvreur de la musique de Marin Marais ; l'implication d'un René Letourneur dans une structure socioculturelle s'inscrit dans une démarche de diffusion d'une culture graphique et plastique classique remontant au Beau antique (si l'acte artistique a une dimension personnelle, il s'inscrit sans rupture dans une variation de la tradition) ; Henri Kerst et Henry Appia à la fondation du CUF défendent la tradition universitaire pré-68... Mais on perçoit une volonté de démocratisation culturelle dans tous les cas, destinée à la construction de l'individu (C. Gonin parle « d'aller vers le Beau », « quelque chose de plus grand, pour permettre l'épanouissement, l'émancipation personnelle »). Dans un article non signé présentant les activités du CCJL (probablement de la main de son directeur D. Connangle), on trouve la réflexion suivante :

¹⁷ Questionnaires envoyés à Mme Pagès-Inspecteur, entre novembre 2014 et 2016.

¹⁸ BM n° 57, juillet 1974, p. 13.

Penser que les œuvres d'art doivent être exposées à l'école des Beaux-Arts, dans les galeries ou les musées à l'exclusion de tout autre lieu, c'est admettre qu'il faut les placer dans une sorte de ghetto culturel ou les livrer à la spéculation des marchands de tableaux... C'est de toute façon les retrancher de la vie. L'œuvre d'art est, avant d'être un bien « symbolique » et en tant que bien symbolique, est la propriété de tous les lieux et de tous les âges – de toutes les personnes. L'artiste d'ailleurs a besoin du contact avec un public afin que sa création prenne son véritable sens : celui de la communion des personnes à travers une œuvre [...] lieu de rencontre et de communication ; ce lieu deviendra ainsi un lieu où pourra s'exercer le droit de chacun à la beauté, à la joie du regard...¹⁹

Les discours vis-à-vis de Jack Lang offrent un certain contraste en revanche, les personnes interviewées se situant plus à gauche n'étant pas nécessairement les plus enthousiastes et ayant un souvenir mitigé de sa politique culturelle, quand des acteurs plus marqués au centre-droit et par le catholicisme ont pu manifester une opinion plus positive des années Jack Lang. Catherine Gonin apprécie l'ouverture à la danse contemporaine mais regrette qu'elle se fasse au détriment de la danse classique ; Jean-Louis Charbonnier déplore l'évolution de la Fête de la Musique, intéressante pour la diffusion de la culture musicale mais qu'il qualifie de « Fête de l'EdF » tant elle est phagocytée par les groupes pop – aspect qui en revanche ravit Chantal Brault qui soutiendra ce courant en se démenant pour ouvrir aux jeunes des studios de répétition au sein de sa MJC à Sceaux. Les propos de Bruno Philippe sont éclairants quant à l'influence des politiques culturelles nationales sur la banlieue parisienne : s'il ne se sentait pas déconnecté de ces politiques, elles étaient surtout réservées aux grandes structures et institutions, absentes dans notre espace, mais offraient un bain culturel dans lequel les structures locales pouvaient voir un aiguillon pour évoluer, progresser. Il pointe du doigt la séparation entre les mondes socioculturel et proprement culturel dont la fréquentation réciproque se teintait toutefois de jalousie pour le premier et de mépris pour le second.

¹⁹ *BM* n° 63, décembre 1975, p. 26.

Des acteurs à l'image des évolutions sociogéographiques

Les acteurs décisifs de la vie culturelle locale sont donc à l'image de la commune et de ses transformations sociales, souvent issus des classes moyennes qui s'installent dans la commune mais titulaires d'un baccalauréat complété d'études courtes sans avoir baigné nécessairement dans un cadre familial hypersensible à la culture (Catherine Gonin, ...), plus exceptionnellement issus du groupe social dont la culture est par ailleurs le métier mais qui s'impliquent dans leur commune de résidence, enseignants essentiellement (Henri Kerst ou Henry Appia...), encore plus exceptionnellement artistes comme René Letourneur. Entre les deux, on distingue aussi une catégorie plus liée à une bourgeoisie plus ou moins ancienne, cultivée et qu'on pourrait classer dans la mouvance du catholicisme social, parfois à tendance gaulliste, souvent plutôt démocrate-chrétienne, avec notamment la présence du mouvement scout. Même si une partie de ces acteurs sont déjà « parisiens » par leurs origines familiales, on notera aussi la trace des mobilités géographiques, non uniquement liées à l'exode rural, qui amènent pour diverses raisons à s'installer en région parisienne – avec ici, une dominante des origines bretonnes.

Globalement, la question culturelle apparaît comme un élément mineur, au mieux d'accompagnement des transformations d'une banlieue en pleine urbanisation, les questions du logement, de l'équipement en particulier scolaire puis de l'emploi et des déplacements urbains prédominant largement (un des grands dossiers locaux dans la période fut l'opposition des habitants à l'utilisation des emprises SNCF, d'abord dans les années 1960 pour le prolongement de l'autoroute A10 qui aurait coupé Fontenay et Sceaux en deux, puis dans les années 1980 du TGV Atlantique finalement enterré sous une Coulée Verte). À Fontenay, commune de classes moyennes (fonctionnaires, employés), où l'enjeu culturel semble le plus en retrait, l'initiative revient donc souvent aux habitants et leurs associations, avec l'accord plus que le soutien actif de la municipalité. Cette tendance a pu apparaître aussi à Sceaux où les initiatives privées ont permis de doter la ville d'organismes culturels marquants (la MJC de Sceaux revendique toujours sa place de première MJC de France avec plus de 2000 adhérents ; la ville a connu plus tôt la création des concerts Loewenguth et des orchestres de jeunes, que nous n'avons pu étudier, le violoniste Alfred Loewenguth étant aussi à l'origine en 1969 du festival de l'Orangerie de Sceaux), mais la municipalité a pris aussi des initiatives plus remarquables qu'à Fontenay, avec notamment la création d'un centre culturel transformé depuis en Scène nationale, le théâtre des Gémeaux, censé offrir à une population plus huppée et plus intellectuelle que celle de sa voisine une offre culturelle différente d'une « simple » MJC ou d'une salle des fêtes de banlieue.